

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 2935

[2010/204389]

## 22 JUILLET 2010. — Décret créant un Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *De la création et des compétences du Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé un Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie, dénommé ci-après le Conseil. Il ne dispose pas de la personnalité juridique.

§ 2. Par "fiscalité wallonne", au sens de la présente section, il faut entendre les impôts et taxes perçus par la Région wallonne, les impôts régionaux au sens de l'article 3 de la loi spéciale de financement des Communautés et des Régions, du 16 janvier 1989 perçus au profit de la Région wallonne, et l'impôt conjoint au sens de l'article 6, § 2, de la même loi spéciale perçu au profit de la Région wallonne.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le Conseil a une compétence technique de réflexion, d'étude et d'avis sur la fiscalité, les finances et les recettes de la Région wallonne.

§ 2. Sans préjudice des missions du Conseil économique et social de la Région wallonne visé au décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne, le Conseil a pour missions :

a) d'émettre un avis au sujet de tout projet et proposition de décret du Parlement wallon et de tout projet d'arrêté du Gouvernement wallon susceptible d'influencer les finances de la Région wallonne et/ou la fiscalité wallonne, à l'exception du décret relatif au budget de la Région wallonne;

b) d'assister le Gouvernement et le Ministre du Budget et des Finances de la Région wallonne dans l'élaboration de la politique fiscale et financière et de la politique des recettes de la Région wallonne;

c) d'analyser l'incidence sur la fiscalité wallonne des mesures prises par les autres niveaux de pouvoir belge ou européens;

d) de formuler des avis sur des projets de réforme fiscale dans le ressort des compétences de la Région;

e) d'émettre un avis quant aux recettes fiscales perçues par d'autres niveaux de pouvoir pour le compte de la Région wallonne, et quant aux recettes fiscales perçues par la Région wallonne pour le compte d'autres niveaux de pouvoirs;

f) d'établir un rapport annuel concernant la situation et l'évolution de la fiscalité et des finances de la Région wallonne.

§ 3. Le Gouvernement peut étendre les missions et les compétences assignées au Conseil.

§ 4. Le rapport annuel prévu à l'article 2, § 2, f), est transmis au Parlement wallon après son approbation par le Gouvernement wallon.

**Art. 3.** Le Conseil peut être saisi de la demande d'avis ou d'évaluation :

a) concernant les avis visés à l'article 2, § 2, a) : par le Gouvernement wallon ou le Président du Parlement wallon;

b) concernant les autres points de l'article 2, § 2, b) à f) : par le Gouvernement wallon, ou le Ministre régional ayant les Finances dans ses attributions, pour ce qui concerne les matières de nature fiscale ou financière, ou par le Ministre régional ayant le budget dans ses attributions, pour ce qui concerne les recettes, ou par tout autre Ministre, conjointement avec le Ministre des Finances et du Budget, pour ce qui concerne des matières fiscales ou financières en rapport avec ses attributions.

CHAPITRE II. — *De la composition*

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le Conseil est composé de vingt-trois membres dont un président et deux vice-présidents désignés, parmi les membres du Conseil, par le Gouvernement wallon sur proposition du Ministre régional qui a le Budget et les Finances dans ses attributions.

§ 2. Treize membres du Conseil sont nommés par le Gouvernement wallon, avec voix délibérative, de la manière suivante :

1° trois membres sont nommés en raison de leurs compétences et expérience particulières dans les domaines budgétaire et économique;

2° trois membres sont nommés en raison de leurs compétences et expérience particulières dans les domaines de la fiscalité;

3° trois membres sont nommés en raison de leurs compétences et expérience particulières dans le domaine des finances;

4° quatre membres sont nommés sur proposition du Conseil économique et social de la Région wallonne.

§ 3. Quatre membres sont nommés par le Gouvernement wallon, avec voix consultative, en tant que représentants du Gouvernement wallon. L'un d'entre eux représente le Ministre des Pouvoirs locaux.

§ 4. Au moins quatre des dix-sept membres visés aux §§ 2 et 3 doivent être nommés parmi les membres du personnel scientifique ou académique des institutions d'enseignement de niveau universitaire.

Un membre effectif est réputé démissionnaire le jour où il cesse de représenter l'autorité ou l'association qui l'a désigné ou proposé, au sein du Conseil, outre les causes indiquées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, du décret wallon du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative.

5. Sont membres d'office du Conseil avec voix délibérative cinq personnes nommées par le Gouvernement wallon parmi le personnel de ses services.

§ 6. Un représentant de l'Inspection des Finances est membre d'office avec voix délibérative.

#### CHAPITRE III. — *Du fonctionnement*

**Art. 5.** Les avis sont formulés par le Conseil sous forme de rapports qui expriment les différents points de vue exprimés en son sein.

**Art. 6.** Le Conseil peut constituer en son sein des commissions ou des groupes de travail temporaires chargés de lui faire rapport sur les questions dont ils sont saisis.

La composition et le mode de fonctionnement de ces commissions sont fixés par le Conseil.

#### CHAPITRE IV. — *Du secrétariat*

**Art. 7.** La gestion administrative du Conseil et la préparation technique des dossiers qui lui sont soumis sont confiées à la Cellule fiscale de la Région wallonne, instituée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002, portant création de la Cellule fiscale de la Région wallonne.

#### CHAPITRE V. — *Des moyens*

**Art. 8.** Conformément au décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne, le Gouvernement wallon, dans les limites des crédits prévus au budget, met des moyens à la disposition du Conseil pour l'exécution de sa mission telle qu'elle a été décrite ci-avant.

#### CHAPITRE VI. — *Modification au décret wallon du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative*

**Art. 9.** L'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret wallon du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative est complété par le tiret suivant :

"- Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie."

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 juillet 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2009-2010.*

*Documents du Parlement wallon*, 202 (2009-2010) N<sup>os</sup> 1 à 5.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 20 juillet 2010.

Discussion - Votes.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 2935

[2010/204389]

**22. JULI 2010 — Dekret zur Errichtung eines Rates für das Steuer- und Finanzwesen der Wallonie**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**KAPITEL I — Die Errichtung und die Zuständigkeiten des Rates für das Steuer- und Finanzwesen der Wallonie**

**Artikel 1** - § 1. Es wird ein Rat für das Steuer- und Finanzwesen der Wallonie, nachstehend der Rat genannt, errichtet.

Dieser Rat besitzt keine Rechtspersönlichkeit.

§ 2. Als "wallonisches Steuerwesen" im Sinne des vorliegenden Abschnitts gelten die von der Wallonischen Region erhobenen Steuern und Gebühren, die zugunsten der Wallonischen Region erhobenen regionalen Steuern im Sinne von Artikel 3 des Sondergesetzes zur Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen vom 16. Januar 1989, sowie die zugunsten der Wallonischen Region erhobene zusammengelegte Steuer im Sinne von Artikel 6, § 2 des genannten Sondergesetzes.

**Art. 2** - § 1. Der Rat verfügt über Fachwissen zur Reflexion, Untersuchung und Begutachtung des Finanz- und Steuerwesens sowie der Einnahmen der Wallonischen Region.

§ 2. Unbeschadet der Aufgaben des "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region), erwähnt in dem Dekret vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den Regionalen Wirtschaftsrat der Wallonie betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisierung der Planung und wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates der wallonischen Region, nimmt der Rat folgende Aufnahmen wahr:

a) Abgabe eines Gutachtens über die Dekretentwürfe und -vorschläge des Wallonischen Parlaments und die Erlassentwürfe der Wallonischen Regierung, die Auswirkungen auf die Finanzen der Wallonischen Region und/oder das wallonische Steuerwesen haben könnten, mit Ausnahme des Dekrets zur Festlegung des Haushaltsplanes der Wallonischen Region;

b) Unterstützung der Regierung und des Ministers für Haushalt und Finanzen der Wallonischen Region bei der Ausarbeitung der Steuer- und Finanzpolitik und der Einnahmenpolitik der Wallonischen Region;

c) Analyse der Auswirkungen auf das wallonische Steuerwesen der von anderen belgischen oder europäischen Befugnisebenen getroffenen Maßnahmen;

d) Formulierung von Gutachten zu Entwürfen einer Steuerreform im Rahmen des Zuständigkeitsbereichs der Region;

e) Abgabe von Gutachten zu den Steuereinnahmen, die von anderen Befugnisebenen für die Wallonische Region erhoben wurden, sowie zu den Steuereinnahmen, die von der Wallonischen Region zugunsten anderer Befugnisebenen erhoben wurden;

f) Ausarbeitung eines Jahresberichts über die Lage und die Entwicklung des Finanz- und Steuerwesens der Wallonischen Region.

§ 3. Die Regierung ist befugt, die an den Rat vergebenen Aufgaben und Zuständigkeiten zu erweitern.

§ 4. Der in Artikel 2, § 2, f), erwähnte Jahresbericht wird dem Wallonischen Parlament nach Genehmigung durch die Wallonische Regierung übermittelt.

**Art. 3** - Der Rat kann um ein Gutachten oder um eine Beurteilung gebeten werden:

a) über die in Artikel 2, § 2, a) erwähnten Gutachten: durch die Wallonische Regierung oder den Vorsitzenden des Wallonischen Parlaments;

b) über die anderen Punkte von Artikel 2, § 2, b) bis f): durch die Wallonische Regierung, oder durch den regionalen Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, was die Angelegenheiten des Steuer- oder Finanzwesens betrifft, oder durch den regionalen Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, oder durch einen anderen Minister gemeinsam mit dem Minister für Haushalt und Finanzen, was die Angelegenheiten des Steuer- oder Finanzwesens im Zusammenhang mit seinem Zuständigkeitsbereich betrifft.

**KAPITEL II — Zusammensetzung**

**Art. 4** - § 1. Der Rat besteht aus dreiundzwanzig Mitgliedern, unter denen ein Vorsitzender und zwei stellvertretende Vorsitzende von der Wallonischen Regierung auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsgebiet der Haushalt und die Finanzen gehören, bestimmt werden.

§ 2. Dreizehn Mitglieder des Rates mit beschließender Stimme werden von der Wallonischen Regierung wie folgt ernannt:

1° drei Mitglieder werden aufgrund ihrer besonderen Sachkenntnis und Erfahrung in den haushalts- und wirtschaftstechnischen Bereichen ernannt;

2° drei Mitglieder werden aufgrund ihrer besonderen Sachkenntnis und Erfahrung in Bereich des Steuerwesens ernannt;

3° drei Mitglieder werden aufgrund ihrer besonderen Sachkenntnis und Erfahrung in Bereich des Finanzwesens ernannt;

4° vier Mitglieder werden auf Vorschlag des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region ernannt.

§ 3. Vier Mitglieder des Rates mit beratender Stimme werden von der Wallonischen Regierung als Vertreter der Wallonischen Regierung ernannt. Eines dieser Mitglieder vertritt den Minister für lokale Behörden.

§ 4. Wenigstens vier der siebzehn in § 2 und § 3 erwähnten Mitglieder müssen unter den Mitgliedern des wissenschaftlichen oder akademischen Personals der Einrichtungen des universitären Unterrichtswesens ernannt werden.

Zusätzlich zu den in Artikel 2, § 1, 13<sup>o</sup> des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion angeführten Gründen gilt ein effektives Mitglied als rücktretend an dem Tag, an dem er die Behörde oder die Vereinigung, die es ernannt hat, nicht mehr innerhalb des Rates vertritt.

§ 5. Fünf Personen, die von der Wallonischen Regierung innerhalb ihrer Dienststellen bezeichnet werden, werden von Amts wegen als Mitglieder des Rates mit beschließender Stimme ernannt.

§ 6. Ein Vertreter der Finanzinspektion wird von Amts wegen als Mitglied mit beschließender Stimme ernannt.

#### KAPITEL III — *Arbeitsweise*

**Art. 5** - Die Gutachten werden durch den Rat in Form von Berichten geäußert, in denen die verschiedenen Standpunkte der jeweiligen Mitglieder erläutert werden.

**Art. 6** - Der Rat hat die Möglichkeit intern zeitweilig eingerichtete Kommissionen oder Arbeitsgruppen zu bilden, die ihm zu Fragen, mit denen sie befasst werden, Bericht erstatten.

Der Rat legt die Zusammensetzung und die Arbeitsweise dieser Kommissionen fest.

#### KAPITEL IV — *Sekretariatsführung*

**Art. 7** - Die administrative Führung des Rates und die technische Vorbereitung der Akten, die ihm unterbreitet werden, wird der Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region anvertraut, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2002 zur Gründung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region errichtet worden ist.

#### KAPITEL V — *Mittel*

**Art. 8** - Gemäß dem Dekret zur Festlegung des allgemeinen Haushaltsplans der Wallonischen Region stellt die Wallonische Regierung im Rahmen der im Haushalt vorgesehenen Mittel dem Rat für die Ausübung der oben beschriebenen Aufgaben Mittel zur Verfügung.

#### KAPITEL VI — *Abänderung des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion*

**Art. 9** - Artikel 1, 2<sup>o</sup> des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion wird durch folgenden Gedankenstrich ergänzt:

"- Rat für das Steuer- und Finanzwesen der Wallonie".

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 22. Dezember 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte,

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Sitzungsperiode 2009-2010.*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 202 (2009-2010) Nr. 1 bis 5.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 20. Juli 2010.

Diskussion - Abstimmung.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 2935

[2010/204389]

**22 JULI 2010. — Decreet houdende oprichting van de "Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie" (Raad van de Fiscaliteit en de Financiën van Wallonië)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I. — Oprichting en bevoegdheden van de "Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie"**

**Artikel 1.** § 1. Er wordt een "Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie" opgericht, hierna de Raad genoemd.

Hij beschikt niet over de rechtspersoonlijkheid.

§ 2. Onder "Waalse fiscaliteit" in de zin van deze afdeling wordt verstaan de belastingen en taksen geïnd door het Waalse Gewest, de gewestelijke belastingen in de zin van artikel 3 van bijzondere wet van 16 januari 1989 tot financiering van de Gemeenschappen en Gewesten geïnd ten gunste van het Waalse Gewest en de gemeenschappelijke belasting in de zin van artikel 6, § 2, van dezelfde bijzondere wet geïnd ten gunste van het Waalse Gewest.

**Art. 2.** § 1. De Raad is technisch bevoegd om overleg te plegen, onderzoek te doen en advies te verlenen inzake de fiscaliteit, de financiën en de ontvangsten van het Waalse Gewest.

§ 2. Onverminderd de opdrachten van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest) bedoeld in het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest, heeft de Raad de volgende opdrachten :

a) advies uitbrengen over elk ontwerp en voorstel van decreet van het Waals Parlement en over elk ontwerp van besluit van de Waalse Regering dat een weerslag kan hebben op de financiën van het Waalse Gewest en/of de Waalse fiscaliteit, met uitzondering van het decreet betreffende de begroting van het Waalse Gewest;

b) de Regering en de Minister van Begroting en Financiën van het Waalse Gewest bijstaan bij het uitwerken van het fiscaal en financieel beleid en van het ontvangstenbeleid van het Waalse Gewest;

c) onderzoek doen naar de weerslag van de door de overige beleidsniveaus (Belgische of Europese) genomen maatregelen op de Waalse fiscaliteit;

d) adviezen formuleren m.b.t. de ontwerpen van fiscale hervorming binnen de perken van de bevoegdheden van het Gewest;

e) advies uitbrengen over de fiscale ontvangsten geïnd door andere beleidsniveaus voor rekening van het Waalse Gewest en over de fiscale ontvangsten geïnd door het Waalse Gewest voor rekening van andere beleidsniveaus;

f) een jaarrapport opmaken over de toestand en de evolutie van de fiscaliteit en de financiën van het Waalse Gewest.

§ 3. De Regering kan de aan de Raad toegewezen opdrachten en bevoegdheden verruimen.

§ 4. Het jaarrapport waarin artikel 2, § 2, f), voorziet wordt na goedkeuring door de Waalse Regering aan het Waals Parlement overgelegd.

**Art. 3.** De Raad kan verzocht worden om adviesverlening of beoordeling :

a) wat betreft de adviezen bedoeld in artikel 2, § 2, a) : door de Waalse Regering of door de Voorzitter van het Waals Parlement;

b) wat betreft de overige punten van artikel 2, § 2, b) tot f) : door de Waalse Regering of door de gewestelijke Minister die voor Financiën bevoegd is, wat de aangelegenheden van fiscale of financiële aard betreft, of door de gewestelijke Minister die voor de Begroting bevoegd is, wat de ontvangsten betreft, of door elke andere Minister, gezamenlijk met de Minister van Financiën en Begroting, wat betreft de fiscale of financiële aangelegenheden waarvoor hij bevoegd is.

**HOOFDSTUK II. — Samenstelling**

**Art. 4.** § 1. De Raad bestaat uit drieëntwintig leden, onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters die de Waalse Regering onder die leden aanwijst op de voordracht van de Minister die voor Begroting en Financiën bevoegd is.

§ 2. Dertien leden van de Raad worden met raadgevende stem door de Waalse Regering benoemd als volgt :

1° drie leden wegens hun bijzondere kennis en ervaring op budgettair en economisch vlak;

2° drie leden wegens hun bijzondere kennis en ervaring inzake fiscale aangelegenheden;

3° drie leden wegens hun bijzondere kennis en ervaring op het vlak van financiën;

4° vier leden op de voordracht van de "Conseil économique et social de la Région wallonne".

§ 3. Vier leden worden door de Waalse Regering met raadgevende stem benoemd als vertegenwoordigers van de Waalse Regering : één van hen vertegenwoordigt de Minister van de Plaatselijke Besturen.

§ 4. Minstens vier van de zeventien leden bedoeld in de §§ 2 en 3 worden benoemd onder de leden van het wetenschappelijk of academisch personeel van de onderwijsinstellingen van universitair niveau.

Een gewoon lid wordt geacht aftredend te zijn zodra hij de overheid of de vereniging die hem aangewezen of voorgedragen heeft niet langer binnen de Raad vertegenwoordigt, behalve de redenen bedoeld in artikel 2, § 1, 13°, van het Waals decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie.

§ 5. Vijf personen die de Waalse Regering onder het personeel van haar diensten benoemt zijn van rechtswege lid van de Raad met raadgevende stem.

§ 6. Een vertegenwoordiger van de Inspectie van Financiën is van rechtswege lid met raadgevende stem.

#### HOOFDSTUK III. — *Werking*

**Art. 5.** De adviezen worden door de Raad geformuleerd in de vorm van rapporten waarin de verschillende standpunten voorkomen die binnen zijn midden worden geuit.

**Art. 6.** De Raad kan binnen zijn midden tijdelijke commissies of werkgroepen oprichten die hem verslag moeten uitbrengen over de vraagstukken die bij hen aanhangig gemaakt worden.

De samenstelling en de werkwijze van die commissies worden door de Raad bepaald.

#### HOOFDSTUK IV. — *Secretariaat*

**Art. 7.** Het administratieve beheer van de Raad en de technische voorbereiding van de dossiers die hen overgelegd worden worden toevertrouwd aan de Fiscale cel van het Waalse Gewest, ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 tot oprichting van de Fiscale cel van het Waalse Gewest.

#### HOOFDSTUK V. — *Middelen*

**Art. 8.** Overeenkomstig het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest, stelt de Waalse Regering binnen de perken van de begrotingskredieten middelen ter beschikking van de Raad voor de uitvoering van zijn hierboven omschreven opdracht.

#### HOOFDSTUK VI. — *Wijziging in het Waalse decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie*

**Art. 9.** Artikel 1, 2°, van het Waalse decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie wordt aangevuld met volgend streepje :

“- Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie” (Raad van de Fiscaliteit en de Financiën van Wallonië).”

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 juli 2010.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

*Stukken van het Waals Parlement*, 202 (2009-2010) Nrs. 1 tot 5.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 20 juli 2010.

Bespreking - Stemmingen.